



©FIDA

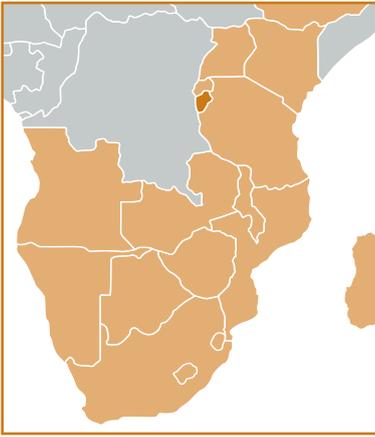
Ouvrir pour que les populations rurales pauvres se libèrent de la pauvreté au **Burundi**

La pauvreté rurale au Burundi

Au cœur de la région africaine des Grands Lacs, le Burundi sort de près de deux décennies de conflit et de troubles, qui ont aggravé la pauvreté. Selon l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement, le Burundi est 185^e sur 187 et huit Burundais sur dix vivent sous le seuil de pauvreté. Le produit national brut (PNB) par habitant était de 170 dollars en 2010, soit la moitié de son niveau d'avant-guerre, vingt ans auparavant.

Émergeant d'une longue période de conflits et de rivalités politiques et ethniques, le pays s'est lancé dans une phase de reconstruction. On estime qu'entre 1993 et 2000, 300 000 civils ont été tués. Au cours de la même période, 1,2 million de personnes ont fui leur domicile pour vivre en exil ou dans des camps de déplacés. A cette époque, l'espérance de vie est passée de 51 à 44 ans, le taux de pauvreté a doublé, passant de 33% à 67%, et la récession économique a fait baisser le PIB par habitant de plus de 27%.

L'agriculture est le pilier du pays et la principale source de revenus pour neuf Burundais sur dix. Les affrontements armés ont profondément perturbé ce secteur. La destruction et le pillage des cultures et du bétail, en plus de l'insécurité générale, ont rendu très vulnérable la population civile. Alors que la production agricole du pays suffisait



traditionnellement à alimenter toute sa population, le conflit et des sécheresses successives ont contraint le pays à importer des denrées alimentaires.

La grande majorité des pauvres sont des petits exploitants qui dépendent de cultures vivrières pour rebâtir leur existence après le conflit. Ils font face à de nombreux obstacles. En raison de l'importante croissance démographique dans ce pays relativement petit, de moins en moins de terres fertiles sont disponibles. Selon une étude menée en 2004 par le Programme alimentaire mondial, le niveau de vulnérabilité alimentaire est extrêmement élevé: 68% des foyers risquent de faire face à une situation d'insécurité alimentaire par suite d'événements climatiques, de la baisse de la fertilité du sol et de l'augmentation du prix des denrées alimentaires.

Les effets négatifs de trois années successives de sécheresse, de la multiplication des parasites et de la diminution de la productivité sont surtout visibles dans l'est et le nord du pays. Dans ces régions, on estime que 100 000 foyers vivent en permanence dans une situation de risque alimentaire et dans des conditions nutritionnelles fragiles. La très forte densité de population (en moyenne environ 270 habitants par km², jusqu'à 400 pour les zones les plus peuplées) renforce les pénuries de nourriture et de ressources productives en milieu rural.

Comme dans les pays voisins, le grand nombre d'hommes tués pendant les conflits armés et la propagation rapide du VIH/SIDA, ont eu pour conséquence de fragiliser un nombre important de familles. Celles-ci, désormais dirigées par des femmes ou des mineurs, ont un accès très limité aux ressources autres qu'agricoles.

Les causes de la pauvreté en zone rurale sont les suivantes:

- la pression démographique sur des terres surexploitées et sujettes à l'érosion dans de petites parcelles agricoles d'une taille moyenne de 0,5 ha ou moins
- l'insécurité et les déplacements de population
- la sécheresse persistante
- la pénurie ou le caractère rudimentaire et traditionnel des outils et technologies agricoles, et le potentiel limité de commercialisation
- la faible productivité du travail
- les bas revenus provenant de l'agriculture vivrière ou d'activités non agricoles
- un accès insuffisant à l'eau potable, aux services de santé et à l'éducation
- un taux d'analphabétisme élevé.

Les pauvres vivant en milieu rural souffrent d'un profond manque d'infrastructures sociales et économiques de base. Nombreux sont ceux qui n'ont pas accès à l'eau potable. L'essentiel du système de santé a été détruit durant le conflit. Le nombre d'handicapés et de décès dus au paludisme, au sida et autres maladies a augmenté. En conséquence directe, la main-d'œuvre agricole disponible s'est considérablement réduite. L'espérance de vie des hommes est tombée à 39 ans en 2004, contre 51 ans avant le début des affrontements. En 2009 elle est remontée à 49 ans, ce qui est encore inférieur au niveau d'avant-guerre.

Éradiquer la pauvreté rurale au Burundi

Depuis la signature des accords de paix d'Arusha en 2000, le gouvernement du Burundi a œuvré en faveur du renforcement de la paix et de la réconciliation nationale. Les anciens rebelles ont remporté une large majorité des votes lors des élections présidentielle, parlementaires et municipales organisées en 2005. Les tensions ont été exacerbées par le boycott des principaux partis d'opposition en 2010, mais cette crise n'a pas dégénéré en conflit armé. Depuis lors, des flambées de violence localisées ont eu lieu, dans un contexte d'instabilité généralisée. La fin des hostilités armées est la clef du développement à long terme et de la réduction de la pauvreté dans le pays.

Le Gouvernement a élaboré en 2006 son "Cadre stratégique de réduction de la pauvreté" (CSLP), document de référence pour le développement économique et social du Burundi. En consultant ses partenaires pour le développement, le Gouvernement a également conçu un "Plan d'actions prioritaires 2007-2010" pour guider l'application de sa stratégie de réduction de la pauvreté. Le Plan d'action regroupe 17 programmes qui représentent un investissement total de 1,3 milliard de dollars.

En 2012, il a lancé un second CSLP permettant de donner un cadre aux actions visant à extirper les causes profondes de la pauvreté au Burundi, à gérer les déficits et les entraves mises à la croissance durable, et pour réduire au minimum les sources d'instabilité sociale et politiques.

Les quatre axes stratégiques sur lesquels repose la politique de réduction de la pauvreté du Gouvernement sont les suivants:

- l'amélioration de la gouvernance et de la sécurité
- la promotion d'une croissance économique durable et équitable
- le développement du capital humain
- la lutte contre le VIH/SIDA

En juillet 2011, après quatre ans de travaux préparatoires et de consultations avec ses partenaires nationaux, le Gouvernement a lancé "Vision 2025" qui repose sur huit piliers: la gouvernance, le capital humain, la croissance économique, l'intégration régionale, la croissance démographique, la cohésion sociale, l'aménagement du territoire, l'urbanisation et les partenariats. Il constitue la feuille de route du développement durable au Burundi à l'aide



d'une croissance économique accélérée et de la réduction de la pauvreté au niveau de 33% d'ici à 2025. Le PNUD et l'Institut des futurs africains ont appuyé son développement.

En novembre 2011, le Gouvernement a lancé le Programme national d'investissement pour l'agriculture afin de généraliser sa Stratégie nationale pour l'agriculture dans des programmes visant les causes profondes de la pauvreté rurales, par des investissements basés sur les ressources du pays ainsi que sur des sources externes.

Fort d'une population d'environ 8,4 millions de personnes (selon la Banque mondiale), le Burundi, dans la région des Grands Lacs, est l'un des pays les plus densément peuplés d'Afrique. C'est aussi l'un des pays les plus pauvres du monde: en 2006, environ 67% de la population vivait au-dessous du seuil de pauvreté.

Le climat est de type tropical avec deux saisons humides. 80% des 28 000 km² que compte le pays sont formés d'un plateau vallonné situé à une altitude allant de 1 600 à 2 000 m au-dessus du niveau de la mer.

Le Burundi n'a pas d'accès à la mer. Les ports les plus proches, Dar es Salaam en Tanzanie et Mombasa au Kenya, sont à plus de 1 500 km. Neuf Burundais sur dix vivent en zone rurale et leur vie dépend presque exclusivement de l'agriculture de subsistance et de l'élevage.

Le pays est essentiellement campagnard et son économie basée sur l'agriculture. Mais ce secteur fait face à des difficultés. Dans les années 1970 et 1980, l'agriculture était déjà sur le déclin, et cette situation a empiré dès 1993 avec la guerre. La production vivrière est l'activité principale. Le café et le thé sont les principales exportations et constituaient 8% de la production agricole mais 90% des gains à l'exportation avant la guerre.

L'effondrement des cours du thé et du café dans les années 1990 a pesé lourd sur l'économie du Burundi. Ces pressions extrinsèques ont été aggravées lorsque les rebelles armés ont détruit la moitié des installations de lavage du café et une usine de production de thé et endommagé d'autres usines. Les violences ont aussi été exercées contre les installations agro-industrielles dans les sous-secteurs du coton, de l'huile de palme et du sucre.

Depuis 2002, plus de 300 000 personnes déplacées sont retournées dans leurs foyers. Les questions liées à la propriété foncière et la pénurie de terres arables et d'alternatives économiques compliquent leur réinsertion dans la collectivité.

Du point de vue agricole, les sols du plateau sont généralement de bon rapport. Dans certaines zones, les fermiers ont du mal à faire de bonnes récoltes, car le sol est peu fertile et les collines abruptes. Les plantations se font généralement en association, généralement de haricots, de sorgho, de manioc, de millet et de maïs. Quasiment toutes les fermes font aussi de l'élevage, de petit bétail essentiellement.

La forte croissance démographique (la population double tous les 30 ans environ) exacerbe la pénurie de terres arables et leur surexploitation, qui rend les sols improductifs et favorise l'érosion. La jachère, utilisée traditionnellement pour reconstituer la fertilité du sol, n'est plus une option et les fermiers n'ont généralement pas les ressources nécessaires pour acheter des engrais chimiques.

L'évolution du PIB a affiché des nombres négatifs plusieurs années d'affilée avant de renouer avec la croissance en 2004. En 2002, le PIB par habitant était passé à 110 dollars (contre 210 dollars en 1990). Après 2005, les réformes entreprises pour stabiliser l'économie, redresser les finances publiques et améliorer la gouvernance ont permis une embellie: le taux de croissance du PIB est monté à 5,9% en 2006 pour redescendre à 3,9% en 2010.

Les retombées du conflit sur la redistribution des richesses et du revenu se sont largement fait sentir en zone urbaine comme en zone rurale. La pauvreté s'est étendue et aggravée. L'inflation a annulé l'essentiel du pouvoir d'achat des Burundais.

Des pêcheurs utilisent le lac Tanganyika, limitrophe de la République démocratique du Congo et de la Tanzanie, mais ils n'ont que peu d'accès aux marchés.



©FIDA

La stratégie du FIDA au Burundi

À ce jour, le FIDA a financé neuf programmes et projets au Burundi pour un montant total de 141 millions de dollars. Cette expérience dans le pays confirme que, même dans l’adversité, des programmes et projets conçus sur la base de consultations adéquates avec les communautés rurales peuvent améliorer la sécurité alimentaire des ménages.

Pendant les onze années qu’a duré le conflit armé dans le pays, le FIDA n’a jamais interrompu ses programmes et activités. En accomplissant son mandat en faveur du développement rural et agricole, l’organisation a permis de maintenir la cohésion sociale des communautés rurales qui ont été, directement ou indirectement, victimes de massacres et de combats. En restant dans le pays, malgré l’insécurité et les contraintes de l’embargo international à l’encontre du Burundi, le FIDA a également favorisé le maintien d’un sentiment de normalité parmi la population.

L’expérience acquise au cours de cette période a renforcé le savoir-faire de l’organisation en gestion des situations de conflit. Le FIDA en est sorti renforcé dans sa capacité à faire participer les communautés rurales dans la prise des décisions concernant leur propre développement.

Le FIDA a travaillé avec les gouvernements au sortir de la guerre. Ces derniers ont régulièrement remboursé leurs prêts et impliqué les communautés locales tout au long du cycle des programmes et projets, de la préparation à la mise en œuvre et à l’évaluation. Le Fonds travaille également avec d’autres agences des Nations Unies et des organisations non gouvernementales.

Il se trouve désormais en bonne place pour participer de façon décisive à une stratégie d’assistance efficace et au dialogue en faveur de la reconstruction du pays. Sa stratégie y encourage “l’appropriation” par les communautés rurales de la reconstruction de leur capital social et des processus de production et d’emploi.

La stratégie post-conflit du FIDA contribue à:

- bâtir dans les zones rurales des structures capables de faire face aux risques de conflits armés et aider les foyers fragilisés à retrouver des moyens de subsistance durables
- créer des mécanismes efficaces soutenant la constitution et la mise en place de projets communautaires participatifs
- renforcer les capacités et la responsabilisation des autorités locales en planification et en suivi-évaluation des actions de développement en faveur des populations rurales.
- mettre en application une politique efficace pour encourager les organisations non gouvernementales et autres organisations du secteur privé à offrir ces types de services
- acquérir suffisamment d’expérience pratique pour définir à la fois une politique globale et des programmes et projets spécifiques destinés à développer des institutions rurales de micro-finance dans un contexte de reconstruction postconflit.

Nombre total de programmes et de projets: 9

Montant total: 298,5 millions de dollars

Financement total de la part du FIDA: 141 millions de dollars

Bénéficiaires directs: 496 820 ménages

- promouvoir la participation active des femmes dans les processus de pacification, de réconciliation et de reconstruction afin qu'elles récoltent une part significative des bénéfices des programmes et projets
- améliorer le contrôle financier, la communication et le suivi-évaluation des projets actuels et futurs du FIDA au Burundi

Après l'approbation de son Programme d'options stratégiques pour le pays (POSP) pour le Burundi en 2008, le FIDA a adopté une approche stratégique consistant à adapter les interventions à la stabilité changeante des zones où les opérations sont en cours ou sur le point d'être lancées.

Le programme actuel pour le pays comprend quatre opérations, dont deux (le Programme transitoire de reconstruction postconflit, écrit dans le contexte de la crise, et le Projet d'appui à la réhabilitation du secteur de l'élevage) sont axés sur le développement communautaire et visent à reconstruire une société déchirée par la guerre. Deux nouveaux projets, le Programme d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles et le Programme de développement des filières ont été approuvés en 2009 et 2010 respectivement, après la fin de la crise politique.

Le pays ayant retrouvé un calme relatif, les quatre opérations ont des effets positifs sur les bénéficiaires. Le FIDA lancera probablement d'autres opérations dans un futur proche, pour un total de 100 millions de dollars.

Les projets et les programmes financés par le FIDA mettent l'accent sur les comités de développement communautaire, un système innovant qui contribue grandement au processus de décentralisation. La nature multisectorielle de ces programmes et projets leur permet d'agir de façon diversifiée, ce qui est nécessaire à la reconstruction et à la recapitalisation des zones rurales.

Le programme de pays évolue et tend à se concentrer sur les activités économiques lucratives, sur le développement des sous-secteurs et sur l'inclusion des groupes vulnérables au sein des initiatives économiques.

Comme le FIDA a fourni de l'assistance technique au pays tout au long du conflit, il a acquis une connaissance en profondeur de la pauvreté dans le pays ainsi que des groupes vulnérables et de leurs stratégies d'adaptation. Il a créé toute une série d'actions pour reconstituer le tissu social et reconstruire la force de travail des ménages qui ont souffert de la crise d'après-guerre. Basées sur la responsabilisation communautaire, ces actions visent à autonomiser les personnes les plus vulnérables, notamment les femmes, afin qu'elles aient accès à ce que les projets ont à offrir.

Le FIDA investit dans la création d'emplois et la génération d'un revenu par la production et les services proposés et gérés par de petits producteurs. Cela comprend la production de semences, les pépinières et la riziculture. Il faut noter que ces actions impliquent les participants dans les phases de formulation et de suivi des politiques de développement rural.

Le Fonds axe ses activités sur la création d'options économiques et l'amélioration de la sécurité financière et alimentaire des ménages en zones rurales, notamment les plus pauvres. Simultanément, il contribue aux efforts du Gouvernement en faveur de la cohésion sociale et pour restaurer la gouvernance démocratique.

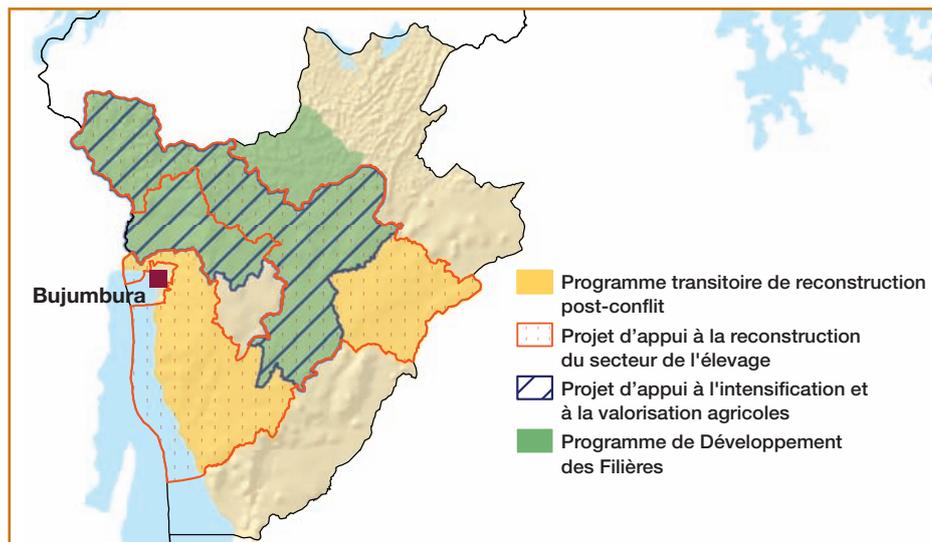
Les principaux objectifs stratégiques du programme de pays sont les suivants:

- faciliter l'accès des pauvres vivant en zone rurale aux nouvelles options économiques
- renforcer les organisations des pauvres, en leur permettant d'avoir accès aux services et aux ressources; participer à l'élaboration des politiques de développement rural
- faciliter la participation des femmes et des groupes vulnérables aux initiatives économiques appuyées par le programme.

La stratégie de ciblage des projets financés par le FIDA comprend tous les petits producteurs dans les sous-secteurs prioritaires des zones couvertes par les projets. Elle facilite l'inclusion des femmes et des autres populations pauvres dans la production et les autres filières ainsi que dans les organisations des producteurs et dans les organes législatifs nationaux.

Le FIDA continuera à travailler en partenariat avec le Gouvernement et de créer des partenariats avec les bailleurs de fonds, les organisations issues de la société civile et le secteur privé au Burundi.

Opérations en cours



Programme de développement des filières

Le programme de développement des filières vise à renforcer la professionnalisation et l'organisation des petits producteurs agricoles au sein de filières viables et à contribuer à faire baisser la pénurie de céréales et de produits laitiers. Le projet vise à:

- éliminer la pauvreté et améliorer la sécurité alimentaire en zone rurale en développant des filières agricoles
- autonomiser les petits producteurs en leur donnant le premier rôle, afin qu'il puissent donner à leur production la plus forte valeur ajoutée possible et augmenter leur revenu.

Le projet permettra d'atteindre les objectifs suivants:

- assister les institutions publiques et privées, la société civile et les organisations de ruraux et leur permettre de former des partenariats de qualité visant à promouvoir les deux principales filières (riz et lait) et six filières d'importance secondaire
- renforcer les capacités humaines, physiques et techniques des petits producteurs de manière à leur permettre de protéger leurs actifs productifs, d'augmenter leur production de riz et de lait et d'augmenter durablement leurs revenus
- permettre aux organisations de producteurs de tirer le meilleur parti de la valeur ajoutée de leurs produits en leur facilitant l'accès aux marchés.

Le programme bénéficiera directement à 77 500 ménages d'agriculteurs, soit environ 387 000 personnes. 262 000 personnes environ et des centaines d'organisations issues de la base, de groupements d'intérêt économiques et de fournisseurs de services en bénéficieront aussi indirectement

Montant total: 73,8 millions de dollars

Don du FIDA approuvé au titre du CSD: 39,6 millions de dollars

Cofinancement: Fonds de l'OPEP pour le développement international (11,9 millions de dollars), Programme alimentaire mondial (9,1 millions)

Durée: 2010-2019

Bénéficiaires directs: 77 500 ménages

Les principaux résultats obtenus jusqu'en mars 2012 sont les suivants:

- **Développement des filières:** 5 761 personnes dont 3 457 femmes ont été formées et sensibilisées au développement des filières.
- **Groupes vulnérables:** 5 383 individus vulnérables (dont 70% sont des femmes) ont été sensibilisés à des questions comme le VIH/SIDA, la santé et la nutrition. 216 femmes ont fait valoir leurs droits avec succès grâce aux conseils juridiques dont elles ont bénéficié.
- **Culture intensive:** 26 associations de multiplication des semences ont reçu des semences et d'autres intrants d'une valeur totale de 141 573 dollars et leurs membres ont été formés aux techniques de multiplication des semences (notamment les pommes de terre, le manioc, le riz et le maïs).
- **Système de solidarité des éleveurs de bétail:** 1 500 futurs bénéficiaires de bétail issu de souches améliorées ont été désignés et formés aux techniques d'élevage. 1 825 inséminations artificielles ont été pratiquées à l'aide de souches de race frisonne.
- **Infrastructures rurales:** des fossés anti-érosion ont été creusés sur une zone de 2 597 hectares et sont en cours de reboisement.

Projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles

Le projet couvre une zone s'étendant sur six provinces au nord et à l'est de Bujumbura, la capitale. Conçu dans le contexte de l'après-crise, il contribuera à lutter contre la pauvreté parmi les groupes les plus vulnérables du pays.

La croissance démographique et le retour des réfugiés génèrent une forte pression sur les sols du Burundi. La surface moyenne des fermes diminue, les sols se dégradent rapidement, et toutes les terres arables publiques ou presque ont été réparties ou sont exploitées. L'insécurité alimentaire ou la malnutrition sont désormais chroniques pour beaucoup de ménages.

Le FIDA finance le projet par le truchement d'une dotation, qui n'alourdira pas la dette publique du pays. Le projet a pour objectif de développer une agriculture familiale organisée et durable afin de permettre aux petits producteurs ruraux d'améliorer leurs revenus. Le groupe cible est essentiellement constitué de petits producteurs des zones de collines. Un second groupe est formé de paysans des zones de marécages qui seront réhabilités ou développés par le projet.

Ses objectifs spécifiques sont les suivants:

- Appuyer les institutions publiques et privées, la société civile et les ruraux pauvres et en faire des parties prenantes de partenariats visant au développement agricole; piloter des interventions susceptibles d'être répétées au niveau national.
- Travailler avec des petits producteurs pauvres pour leur permettre de renforcer leurs capacités humaines, physiques et techniques afin de protéger leurs actifs, d'augmenter leur productivité, d'améliorer leur nutrition et d'obtenir un meilleur revenu.
- Améliorer l'accès aux marchés afin de permettre aux organisations de producteurs de tirer le meilleur parti de la valeur ajoutée de leurs produits.

Les activités s'axeront sur le renforcement et la protection du capital productif, l'appui à la revalorisation de la production agricole, le développement des infrastructures et l'aide à la mise en œuvre et à la coordination de projets.

Les populations, les associations et les coopératives seront largement impliquées dans le processus de prise de décision et l'accent sera mis sur la mobilisation des capacités d'assistance technique au niveau local.

Partenaire du projet, qu'elle cofinance, la Coopération technique belge se chargera des activités liées à la promotion des semences et Gutwera Neza, dont l'action est financée par l'Union européenne, appuiera les centres de développement communautaires. Le projet restera en étroite consultation avec les projets de développement des zones de marécages, notamment ceux qui sont financés par la Banque mondiale et le système des Nations Unies. Il travaillera à créer des liens entre ces derniers et l'initiative visant à généraliser un système de riziculture intensive. Le Programme alimentaire mondial aidera à désigner les participants et à appuyer les projets liés aux infrastructures. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) appuiera la création de fermes-écoles.

Montant total: 31,6 millions de dollars
Don du FIDA approuvé au titre du CSD:
13,6 millions de dollars
Cofinancement: Union européenne
(6.0 millions de dollars), à déterminer
(2.5 millions de dollars), Programme
alimentaire mondial (4,7 millions
de dollars)
Durée: 2009-2017
Bénéficiaires directs: 30 000 ménages



Les principaux résultats obtenus jusqu'en mars 2012 sont les suivants:

- **Nutrition et revenu:** le projet est parvenu à faire baisser de 7% le nombre de ménages vivant dans la pauvreté extrême. L'incidence de la malnutrition parmi les nourrissons a baissé de 4,6%. Le revenu des bénéficiaires directs a augmenté en moyenne de 64%.
- **Réhabilitation de zones touchées par l'érosion et la déforestation:** des fossés anti-ruissellement ont été creusés sur une zone de 4 681 hectares et 6 248 269 d'arbres (dont de nombreux fruitiers) ont été plantés.
- **Culture intensive:** grâce au projet, 829 hectares ont été rendus à l'agriculture et 257 hectares de marais asséchés. 672 personnes ont été formées à la riziculture intensive; leur production a doublé depuis. La production agricole en général a augmenté de 35% grâce à un meilleur rendement pour le riz, les haricots, le maïs et les bananes. Environ 3 000 hectares sont consacrés à la culture des plantes fourragères.
- **Système de solidarité des éleveurs de bétail:** 1 200 génisses issues de souches améliorées et 10 taureaux ont été distribués.
- **Infrastructures:** 6 entrepôts ont été construits et équipés dans le cadre du projet, ainsi que 1 210 étables modernes. 51 km de routes goudronnées ont été ouverts pour permettre l'accès aux marais asséchés.

Projet d'appui à la reconstruction du secteur de l'élevage (PARSE)

Au Burundi, les animaux domestiques constituent l'essentiel des moyens d'existence de la plupart des ménages ruraux pauvres. Ils sont source d'aliments et de revenus en espèces, et produisent du fumier qui préserve la fertilité des sols et améliore la productivité des cultures de base. Le secteur de l'élevage, qui a énormément souffert pendant les 12 années de guerre civile, ne se rétablit que lentement en dépit d'une forte demande de produits d'origine animale. Une grande partie de la population ne dispose pas des capitaux suffisants pour acheter du bétail. Pour ceux qui en possèdent, la productivité est très faible en raison de la pénurie de fourrage et du manque d'accès aux services vétérinaires et d'appui à l'élevage.

Montant total: 17,8 millions de dollars

Don du FIDA approuvé au titre du CSD: 14 millions de dollars

Durée: 2008-2014

Bénéficiaires directs:
100 000 ménages

Le projet, approuvé dans le cadre de la durabilité de l'endettement, a pour but l'accroissement de la productivité du secteur de l'élevage et l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des ruraux pauvres. Il tente également de promouvoir la valorisation de produits d'origine animale tels que la viande, les produits laitiers et le miel à travers la mise en place d'installations de commercialisation et de transformation. La priorité sera accordée aux groupes vulnérables tels que les femmes, les rapatriés et les paysans sans terre ou disposant de peu d'actifs.

Le projet visera notamment:

- l'accroissement de la productivité de l'élevage à petite échelle grâce à l'amélioration de la qualité du fourrage et du petit bétail ainsi qu'à la fourniture d'une formation et d'un apprentissage participatif aux techniques améliorées de production et de commercialisation
- l'amélioration des services à assise communautaire en matière de santé animale et de lutte contre les maladies, à travers la promotion de l'accès des ménages vulnérables aux services para-vétérinaires et le signalement des maladies contagieuses aux instances vétérinaires de plus haut niveau
- l'amélioration de la fourniture d'intrants et d'installations de transformation par le secteur privé
- le renforcement des capacités des comités de développement en référence à la gestion du développement au niveau local et à la participation au dialogue sur le cadre politique régissant la santé animale et la gestion de l'élevage.

Les principaux résultats obtenus jusqu'en mars 2012 sont les suivants:

- **Santé publique et nutrition:** Le projet a contribué à l'amélioration de la nutrition des enfants de moins de cinq ans. La malnutrition chronique est passée de 46% à 27% dans les zones couvertes par le projet, et la malnutrition sévère est passée de 5,6% à 4,4%.
- **Renforcement des capacités:** Le projet a dispensé des formations et renforcé les capacités de 292 comités de développement des collines et de 43 comités de développement. En outre il a permis la création de 76 fermes-écoles de terrain qui comptent au total 4 166 producteurs, dont 60% sont des productrices.
- **Elevage:** 16 762 ménages ont reçu du bétail sous forme de chèvres, de porcs, de lapins et de ruches. 1 393 agents communautaires de santé animale ont été nommés et formés et 5 135 inséminations artificielles ont été pratiquées, donnant naissance à 1 643 veaux.
- **Culture fourragère:** 16 producteurs ont été formés aux variétés améliorées de plantes fourragères.
- **Infrastructures rurales:** 4 centres de collecte du lait ont été construits et 7 pour le miel.
- **Amélioration du revenu:** le revenu moyen est passé de 102 105 à 3 063 150 BIF par saison pour les associations de culture fourragère, de 21 000 à 78 000 BIF par mois pour les éleveurs de porcs et de 11 833 à 65 000 BIF par mois pour les personnes qui ont reçu des taureaux reproducteurs.

Programme transitoire de reconstruction post-conflit (PTRPC)

Les principaux bénéficiaires du programme sont 100 000 foyers ruraux vulnérables des provinces de Bujumbura rural, de Bururi à l'ouest et de Ruyigi à l'est. La plupart d'entre eux travaillent dans de petites exploitations agricoles et se trouvent régulièrement en situation d'insécurité alimentaire.

Le programme a pour principaux objectifs d'améliorer les conditions de vie en milieu rural à travers la reconstruction du capital social. Il consolide les précédentes interventions du FIDA dans les provinces de Bururi et Ruyigi et vise à restructurer la production agricole en fournissant du bétail et en créant des pépinières; il appuie en outre divers projets de formation axés sur le développement communautaires, les questions légales, le VIH/SIDA et l'alphabétisation. Un conseil juridique est offert aux femmes et aux groupes vulnérables victimes de violences pendant la guerre.

Coût total: 35,7 millions de dollars

Prêt du FIDA: 16,4 millions de dollars

Cofinancement: Fonds de l'OPEP pour le développement international (10,0 millions de dollars), Gouvernement du Burundi (2,8 millions de dollars), Fonds belge pour la sécurité alimentaire (6,3 millions de dollars), bénéficiaires (0,4 millions de dollars)

Durée: 2006-2012 (à prolonger jusqu'en 2014)

Bénéficiaires directs: 74 000 ménages



Des infrastructures rurales essentielles, comme des systèmes de distribution d'eau potable, des puits et des routes, sont réhabilités. De vastes zones de marais sont aménagées pour accroître la superficie des terres arables. En intervenant à Bujumbura rural, précisément là où des rebelles armés sévissent toujours, le programme entend soutenir les efforts du gouvernement et de la communauté internationale en faveur de la restauration de la paix.

L'objectif ultime du programme est d'aider les ruraux pauvres à retrouver leur dignité et des moyens de subsistance décents après de nombreuses années de guerre.

Le FIDA et le Fonds belge de survie (FBS) préparent actuellement des activités complémentaires d'appui au développement socio-sanitaire de la province de Bujumbura rural.

Les principaux résultats obtenus jusqu'en mars 2012 sont les suivants:

- **Développement communautaire:** 581 comités de développement des collines et 27 comités de développement ont été créés et formés.
- **Conseil juridique:** 990 parajuristes, choisis parmi les membres des communautés, ont été désignés et formés; 979 séances de médiations au total ont été organisées pour résoudre les conflits au niveau local, et 497 individus vulnérables ont bénéficié de conseils juridiques.
- **Développement des groupes vulnérables:** 168 groupements de génération de revenu ont lancé des petites entreprises grâce au microcrédit. 11 382 personnes ont été alphabétisées; 168 jeunes orphelins ont reçu une formation professionnelle
- **Intensification de la production agricole:** 23 800 000 boutures de manioc à haut rendement et 84 142 palmiers à huile ont été distribués; 1 293 hectares de marais ont été aménagés en rizières.
- **Système de solidarité du bétail:** 682 têtes de bétail, 1 345 porcs et 12 516 chèvres ont été distribués. 308 têtes de bétail, 2 637 chèvres et 728 porcs ont été donnés à d'autres membres de la communauté.
- **Infrastructures en zone rurale:** Le programme a bâti deux centres de santé en milieu rural et en a restauré deux autres au bénéfice de 86 600 habitants des campagnes. 11 295 ménages ont dorénavant accès à l'eau potable grâce au forage de nouveaux puits et à la construction d'un système d'adduction. 75 km de routes ont été réhabilités.

Opérations clôturées

Programme de relance et de développement du monde rural (PRDMR)

Coût total: 34,2 millions de dollars
Prêt du FIDA: 20 millions de dollars
Cofinancement: Fonds de l'OPEP pour le développement international (8,3 millions de dollars), Gouvernement du Burundi (3,5 millions de dollars), Programme alimentaire mondial (1,2 million de dollars)
Durée: 1999-2009
Zone géographique: Cibitoke, Gitega, provinces de Karuzi et de Kayanza
Bénéficiaires directs: 40 000 ménages

Projet de gestion des ressources rurales de la province de Ruyigi

Coût total: 11,0 millions de dollars
Prêt du FIDA: 7 millions de dollars
Cofinancement: Fonds de l'OPEP pour le développement international (2,5 millions de dollars), Gouvernement du Burundi (1,5 million de dollars)
Durée: 1995-2003
Zone géographique: Province de Ruyigi
Bénéficiaires directs: 10 000 ménages

Projet de développement agropastoral du Bututsi

Coût total: 19,8 millions de dollars
Prêt du FIDA: 9 millions de dollars
Cofinancement: Banque africaine de développement (9 millions de dollars), Gouvernement du Burundi (1,8 million de dollars), Banque nationale pour le développement économique (0,1 million de dollars)
Durée: 1989-2005
Zone géographique: Région de Bututsi dans le sud-ouest de la province de Bururi
Bénéficiaires directs: 10 000 ménages

Projet de développement rural intégré/Ngozi III

Coût total: 28,9 millions de dollars
Prêt du FIDA: 7 millions de dollars
Cofinancement: Association internationale de développement (16 millions de dollars), Fonds koweïtien pour le développement (3 millions de dollars), Gouvernement du Burundi (2,9 millions de dollars)
Durée: 19893-1989
Zone géographique: Province de Ngozi dans le Centre du Burundi
Bénéficiaires directs: 150 000 ménages

Projet de développement rural de l'Est-Mpanda

Coût total: 42,4 millions de dollars
Prêt du FIDA: 14,5 millions de dollars
Cofinancement: Fonds africain de développement (9,5 millions de dollars), Gouvernement du Burundi (9,7 millions de dollars), Fonds européen de développement (5,9 millions de dollars), Fonds de l'OPEP pour le développement international (2 millions de dollars), Programme alimentaire mondial (850 000 dollars)
Durée: 1980-1993
Zone géographique: Basse vallée de Ruzizi à l'ouest du Burundi
Bénéficiaires directs: 5 320 ménages

Bâtir un monde libéré de la pauvreté

Le Fonds international de développement agricole (FIDA) œuvre aux côtés des populations rurales pauvres afin de leur permettre de cultiver et de vendre davantage de produits vivriers, d'accroître leurs revenus et de déterminer le cap de leur propre existence. Depuis 1978, le FIDA a investi dans des projets 13,7 milliards d'USD environ sous forme de dons et de prêts à faible taux d'intérêt octroyés à des pays en développement, permettant à quelque 405 millions de personnes de se libérer par elles-mêmes de la pauvreté et favorisant ainsi la création de communautés rurales dynamiques. Le FIDA est une institution financière internationale et une agence spécialisée des Nations Unies dont le siège est à Rome – la plateforme alimentaire et agricole des Nations Unies. Il représente un partenariat unique, regroupant 168 membres, entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), d'autres pays en développement et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Contact

Hamed Haidara
Gestionnaire de programme de pays, FIDA
Tél: +39 06 54592604
Fax: +39 06 54593604
Courriel: h.haidara@ifad.org

Pour tout complément d'information sur la pauvreté rurale au Burundi, visitez le portail de la pauvreté rurale:
<http://www.ruralpovertyportal.org>



Œuvrer pour que les populations rurales pauvres se libèrent de la pauvreté

Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome, Italie
Tél: +39 06 54591
Fax: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org
Mars 2012

